

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 3 MAI 1928

Projet de Loi portant revision des Titres I à III du Code électoral.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi ci-joint que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres tend, en ordre principal, à mettre les dispositions des trois premiers titres du Code électoral en harmonie avec les règles constitutionnelles nouvelles relatives à l'électorat. Il a pour but, ensuite, de faire disparaître certaines divergences entre la législation qui régit la formation des listes des électeurs généraux et celle qui concerne l'inscription sur les listes des électeurs communaux.

Le Code électoral de 1894 fut le résultat d'études longues et minutieuses et de discussions approfondies. Les modifications importantes qu'a subies le régime électoral depuis l'armistice, pourraient justifier une revision complète de l'œuvre de 1894. Mais il ne semble pas opportun d'entamer ce travail en ce moment. Le système en vigueur a subi l'épreuve du temps et assure pleinement l'exactitude et la sincérité des listes des électeurs. Aussi le projet ci-joint ne propose-t-il aucune modification aux règles essentielles établies par ce code et se borne-t-il à formuler les changements que nécessite l'application du régime électoral nouveau.

Les raisons et la portée des changements proposés, autres que ceux qui sont la conséquence directe et nécessaire

de la suppression du vote plural, sont indiquées ci-après, article par article.

ARTICLES 1^{er} ET 1^{er bis}.

Ces articles consacrent les principes inscrits dans les articles 47 et 53 nouveaux de la Constitution ainsi que dans les dispositions transitoires rattachées à ces articles.

En ce qui concerne les conditions d'âge et de domicile, les modifications apportées à l'article 1^{er} du Code électoral sont la conséquence des changements apportés à l'article 47 de la Constitution et aucune difficulté ne peut naître au sujet de l'application de la disposition nouvelle. Par contre, l'interprétation des termes dans lesquels est formulée la condition de nationalité pourrait donner lieu à certains doutes qu'il semble utile de prévenir.

Pour les hommes il a été établi à diverses reprises au cours des discussions parlementaires, et la jurisprudence est fixée sur ce point, que les Belges, par l'effet de la loi, sont compris dans les termes « Belges de naissance », figurant dans l'article 1^{er}, parce que les conditions dont la loi fait dépendre l'acquisition de la nationalité ont toujours pour base la naissance. Réunissent donc la condition de nationalité requise, tous les hommes qui ont la qualité de Belge, quel que soit le mode par lequel ils l'ont

acquise, à l'exception de la naturalisation ordinaire. Mais pour les femmes investies de l'électorat législatif et visées dans l'article 1^{er} *bis*, la question ne se présente pas d'une façon identique.

Le projet maintenant le texte de l'article 2 de la loi du 26 mars 1921, qui applique la disposition additionnelle à l'article 47 de la Constitution, porte que les femmes appartenant à certaines catégories, sont admises au vote « dans les mêmes conditions de nationalité... » que les hommes.

Or, il existe pour les femmes un mode d'acquisition de la nationalité qui leur est propre, elles peuvent devenir Belges par le mariage. On pourrait en inférer que les veuves ou les mères des militaires décédés et les femmes condamnées à la prison ou détenues pour des motifs d'ordre patriotique, n'ont droit à l'électorat que si elles ont acquis la qualité de Belge par un des modes communs aux hommes et aux femmes et que celles qui sont Belges uniquement à raison de leur mariage ne peuvent prétendre au droit de suffrage.

Il semble évident que la Constituante, en votant la disposition additionnelle à l'article 47 de la Constitution, n'a pas entendu exclure du bénéfice de cette mesure celles qui avaient souffert dans leurs affections pour leur nouvelle patrie ou qui s'étaient sacrifiées pour elle.

Le Sénat a, d'ailleurs, rejeté, dans la séance du 13 avril 1920, un amendement tendant à priver de l'électorat communal les femmes qui ne sont devenues Belges que par leur mariage.

Il doit, en conséquence, être entendu que les termes « dans les mêmes conditions de nationalité » signifient que, de même que les hommes, toutes les femmes qui possèdent la qualité de Belge, si elles réunissent les autres conditions requises, sont admises à l'électorat quel que soit le mode par lequel elles ont acquis leur nationalité, à la seule exception de la naturalisation ordinaire.

ART. 21.

Le projet propose d'introduire dans l'article 21, sous le n° 11, un paragraphe nouveau qui est la reproduction de la disposition que la loi du 15 avril 1920 a ajoutée à cet article pour autant qu'il s'applique à la formation des listes des électeurs communaux.

Il semble utile de mettre le Code électoral en concordance avec la loi relative à l'électorat communal quoiqu'il ne soit guère à prévoir que la disposition nouvelle trouve son application à l'égard des femmes appelées à bénéficier exceptionnellement de l'électorat général.

Le texte des paragraphes 2 et 8 a été arrêté respectivement par les lois du 26 mars 1921, article 3 et du 24 juillet 1923, article 7, qui ont expressément et définitivement modifié ces dispositions.

Au paragraphe 5, qui concerne ceux qui n'ont pas satisfait aux lois sur la milice, l'âge de trente-six ans auquel cesse l'incapacité prévue, est remplacé par celui de quarante-cinq ans. Ce changement est justifié par le fait que la loi nouvelle sur la milice a porté de trente-six à quarante-cinq ans l'âge auquel les obligations de milice prennent fin.

Le projet ajoute au paragraphe 9 la mention de l'article 63 de la loi du 15 mai 1912. Cette loi, qui est relative à la protection de l'enfance, a reproduit dans son article 63 le texte de l'article 39 de la loi du 17 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité, en modifiant la disposition finale de cet article dans le but de rendre applicables aux infractions qu'il prévoit les règles relatives à la participation de plusieurs personnes au même délit.

ART. 54.

Le plan général des opérations établi par le Titre III du Code électoral pour la revision des listes électorales n'est pas modifié par le projet.

La revision commence donc le 1^{er} juillet de chaque année et se clôture par l'en-

trée en vigueur des listes revisées au 1^{er} mai de l'année suivante.

Mais le projet propose des modifications aux dates et délais actuellement fixés pour certaines formalités de la revision.

La modification principale, et qui entraîne la plupart des autres, réside dans la fixation au 20 septembre de la date de l'arrêt de la liste provisoire que l'article 69 du Code fixe actuellement au 31 août.

D'une part, les modifications apportées aux conditions de l'électorat, notamment l'introduction du vote féminin à la commune, qui ont presque doublé l'importance du corps électoral communal, et, d'autre part, l'impossibilité dans laquelle se trouvent les imprimeurs, sous le régime actuel, d'intensifier le travail de leurs ateliers pour l'impression, en un délai très court, des listes revisées par les collèges des bourgmestres et échevins, ont empêché les communes importantes de respecter le délai fixé à l'article 69.

Lors des dernières revisions, sauf celle de 1923 où la date du 30 septembre a été fixée par arrêté royal pour l'arrêt provisoire, le Roi a été contraint d'user de la faculté que lui donne l'article 89bis du Code, de fixer de nouveaux délais pour un nombre très considérable de communes — dont toutes les grandes villes — qui n'avaient pu publier les listes provisoires qu'avec un retard d'un mois ou plus.

Il paraît désirable de fixer normalement un délai suffisant afin d'éviter la nécessité de recourir à de nombreuses mesures d'exception.

En reportant du 31 août au 20 septembre la date de l'arrêt provisoire des listes, on n'est pas contraint, comme il semble, au premier abord, de prolonger d'un mois la durée de la revision.

En effet, la disparition du vote plural a diminué notablement le nombre des réclamations introduites devant le collège des bourgmestre et échevins et,

par voie de conséquence, le nombre de décisions à prendre par celui-ci. Le délai d'un mois accordé par le Code au collège pour l'exercice de sa juridiction (du 1^{er} novembre — lendemain de la date ultime fixée par l'article 73 pour le dépôt des réclamations — au 30 novembre, dernier jour où le collège peut statuer en vertu de l'article 77) s'est révélé beaucoup trop considérable. Le projet le réduit de près de moitié en remplaçant la date du 31 octobre par celle du 20 novembre, à l'article 73, et la date du 30 novembre par celle du 10 décembre, à l'article 77.

La date de la clôture définitive des listes est, par voie de conséquence, fixée au 10 décembre à l'article 81, alors qu'actuellement celui-ci la fixe au 30 novembre.

Le retard sur les dates actuelles de la revision n'est donc plus que de dix jours.

Tous les dates et délais fixés actuellement pour les opérations ultérieures de la revision sont donc reculés de dix jours jusques et y compris la date du 10 février fixée par l'article 97 pour le dépôt des pièces des défendeurs sur une demande en radiation. Les délais pour les répliques sont réduits de six jours et la date de l'envoi des pièces au greffier de la Cour d'appel est reportée au 9 mars.

Comme la date d'entrée en vigueur des listes est maintenue au 1^{er} mai, le délai imparti aux Cours d'appel pour statuer sur les recours, est donc réduit de quatre jours, mais cette réduction minime ne paraît d'aucune importance étant donné la réduction considérable qu'a amenée dans le nombre de recours l'abrogation du vote plural.

Les modifications proposées semblent donc indispensables pour permettre aux administrations communales d'accomplir en temps voulu la tâche qui leur incombe de reviser et de publier les listes provisoires. Elles ne portent aucun préjudice à l'exercice du contrôle populaire et respectent le mécanisme de la revision fixé en 1894. Les dates reprises au projet sont d'ailleurs celles qui avaient

été fixées par les arrêtés royaux du 10 août 1925 et du 7 août 1926 en vertu de lois spéciales, et elles n'ont donné lieu à aucune difficulté ni à aucune réclamation.

ART. 57.

L'adjonction proposée à l'article 57 a pour but de préciser la portée de cette disposition.

Le Code électoral de 1894 faisait dépendre la faveur du maintien sur les listes de la stricte observation des formalités prescrites, en vue de la tenue des registres de population. La double déclaration imposée par les règlements sur cet objet était exigée pour que le domicile électoral fût transféré, sans interruption, d'une commune dans une autre, et l'acquisition du domicile électoral dans la commune de la nouvelle résidence remontait au jour où l'intéressé avait fait la déclaration de transfert à la commune de sa résidence antérieure.

Une loi du 30 avril 1910 a modifié l'article 57. D'après l'article nouveau, il suffit, au point de vue électoral, que l'électeur ait fait l'une ou l'autre des deux déclarations prévues. Par voie de conséquence, la disposition fixant la date à laquelle le transfert du domicile électoral a lieu a été supprimée. Il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1910 que l'acquisition du domicile électoral nouveau a lieu à la date de l'inscription dans le nouveau domicile et non plus à la date de la déclaration qu'on a l'intention d'y transférer sa résidence.

Il semble utile d'inscrire cette règle dans la loi et d'en préciser la portée. Si le transfert de résidence a lieu vers l'époque qui précède de six mois celle à laquelle doivent exister les conditions de l'électorat pour donner droit à l'inscription sur la liste, l'administration de la commune où l'intéressé établit sa résidence pourrait, en activant ou en retardant l'inscription de celui-ci dans les registres de la population, l'avantager ou

le léser dans l'exercice de ses droits électoraux.

L'acquisition du nouveau domicile, au point de vue électoral, aura lieu à la date à laquelle l'intéressé a fait sa déclaration d'entrée, soit spontanément, soit sur réquisition de l'administration communale. Cette date sera, au besoin, constatée par le récépissé que, en vertu du dernier alinéa de l'article 57, les fonctionnaires chargés de la tenue des registres de population sont tenus de délivrer au requérant. Dans le cas où l'intéressé refuse ou néglige de faire sa déclaration et où l'inscription doit être faite d'office, c'est au jour où cette inscription est faite que le domicile nouveau prend cours.

ART. 57bis.

La disposition de l'article 57bis, qui a été introduite dans le Code électoral par la loi du 30 avril 1910, avait principalement pour but de fournir à l'administration de la commune où venait s'établir un habitant inscrit sur les listes électorales de la commune qu'il quittait, les indications concernant les titres qu'il possédait à l'attribution de votes supplémentaires et qu'il aurait pu négliger de faire valoir. L'abolition du vote plural a fait disparaître l'utilité de cette communication. Mais l'admission à l'électorat général de certaines catégories de femmes qui doivent le droit de vote à des circonstances que l'administration communale du lieu de leur nouvelle résidence peut ignorer, justifie, pour les raisons qui avaient fait adopter l'article 57bis ancien, l'envoi de renseignements concernant les personnes qui bénéficient de cette mesure.

Pour dispenser les intéressées de l'obligation de faire transcrire dans le registre spécial, prévu à l'article 84, de la commune de leur nouvelle résidence, les documents et les actes qui établissent leurs droits, le projet propose de faire transmettre à l'administration de cette commune un extrait certifié conforme

du registre spécial de la commune qu'elles quittent. L'administration de la commune où la femme vient s'établir, transcrira dans son registre les mentions qui lui sont transmises et, si elle juge que ces mentions sont suffisantes pour établir le droit électoral de l'intéressée, elle la portera sur ses listes sans que celle-ci ait à en faire la demande.

ART. 61.

Actuellement les sous-officiers, caporaux et soldats, qui ne font partie de l'armée que depuis une date postérieure au 11 novembre 1918, ne sont inscrits sur les listes électorales que s'ils ont droit au congé illimité ou définitif avant la date à laquelle cette liste doit entrer en vigueur.

L'application de cette règle depuis le vote des dispositions nouvelles de la loi sur la milice, présente pour les administrations communales de sérieuses difficultés, parce que la date de l'appel au service actif des classes de milice est incertaine et que la situation de chaque intéressé, au moment où commence la revision des listes, n'est parfois pas établie.

Il semble, dès lors, utile d'adopter pour les électeurs généraux la règle admise déjà à l'égard des électeurs communaux, afin que certains militaires ne soient pas, à défaut d'inscription sur la liste, privés indûment de leurs droits électoraux.

On ne pourra donc refuser l'inscription d'un citoyen sur les listes électorales pour le seul motif qu'il est ou qu'il sera sous les drapeaux à une date déterminée. Son droit de prendre part au scrutin sera réglé par les dispositions du chapitre relatif au vote. Le second alinéa de l'article 61, que la modification apportée au premier alinéa laisse sans application, est transféré à ce chapitre, par la disposition additionnelle IV du projet.

En effet, si la disposition qui suspend l'exercice des droits électoraux des militaires sous les drapeaux, ne produit plus d'effets au point de vue de la formation des listes électorales, il est logique de

l'inscrire dans l'article qui règle l'admission au vote.

Quoiqu'elles ne doivent plus guère produire d'effets, le projet maintient les prescriptions d'après lesquelles les militaires visés à l'article 61, sont inscrits sur les listes de la commune où ils avaient leur domicile électoral au moment de leur incorporation, à moins que, après leur entrée au service militaire, ils n'en aient acquis un nouveau dans une autre commune.

Conformément aux règles qui étaient en vigueur au moment où fut voté le Code électoral, les militaires étaient portés sur les registres de population des communes où ils étaient casernés. La disposition qui conservait aux militaires leur domicile électoral dans une commune où ils n'étaient plus inscrits sur les registres de population, avait donc un caractère exceptionnel. Mais, en 1900, les instructions générales sur la tenue des registres de population furent modifiées. Sous le régime nouveau, les volontaires de carrière et les rengagés seuls sont rayés des registres où ils figuraient au moment de leur incorporation comme ayant transféré leur résidence dans la commune où ils sont casernés. Les miliciens, au contraire, sont maintenus sur les registres de la commune qu'ils habitaient au moment de leur incorporation parce qu'ils sont considérés comme momentanément absents.

La disposition en question ne fait donc, en général, que consacrer les règles qui déterminent le lieu où un citoyen doit être inscrit sur les listes électorales mais elle peut cependant, dans certains cas exceptionnels, avoir un effet utile, par exemple à l'égard d'un volontaire de carrière qui, au moment où s'ouvre la revision des listes électorales, n'aurait pas acquis dans la commune où il est caserné une résidence de six mois.

ART. 64.

La suppression des quatre premiers littéras de l'article 64 est proposée.

Les pièces dont la délivrance est prescrite par les lettres A, B, C, sont devenues sans utilité à la suite de l'abolition du vote plural et celle que prévoit la lettre D a perdu tout intérêt, les militaires pouvant être inscrits quelle que soit la date à laquelle ils ont droit au congé illimité ou définitif.

Les dispositions relatives aux prostituées et qui figurent au lettre E, ont été introduites dans le Code par la loi du 15 avril 1920 sur l'électorat communal.

ART. 66.

La plupart des modifications proposées à cet article sont justifiées par la suppression du vote plural qui a rendu inutile la délivrance de certaines pièces.

En ce qui concerne le taux de la rétribution perçue, il est à remarquer que celle-ci ne constitue ni une taxe ni une rémunération; en principe, les autorités compétentes devraient délivrer gratuitement des documents destinés à être utilisés dans un but d'intérêt général, mais, pour éviter des abus, le paiement d'une légère redevance est exigé. La modification qu'a subie la valeur relative de l'unité monétaire a réduit les effets de cette mesure. Il y a donc lieu de relever le taux fixé par le Code de 1894. Toutefois, il semble suffisant de doubler le taux ancien pour obtenir le résultat visé.

Le projet, pour éviter le retour de certains abus, propose de ne plus limiter la rétribution pour la délivrance d'extraits des registres de population comprenant plus de sept habitants ou tous les habitants d'une maison.

ART. 68.

Le projet propose à l'article 68, tel qu'il a été rectifié ou complété notamment par les lois du 15 avril 1920 et des 26 mars et 19 octobre 1921, les deux modifications suivantes :

Dans le deuxième alinéa, il remplace l'indication du millésime 1890 par la mention plus générale de la date à laquelle a eu lieu le dernier recensement

général de la population. Les registres de population sont renouvelés après vérification à la suite de chaque recensement général et l'indication de la date de l'inscription au registre, si elle est antérieure à celle du recensement, ne présente pas d'intérêt.

Dans le troisième alinéa, la mention des indications relatives à l'ancien mari de la femme divorcée est omise.

Pour une femme divorcée, dont la situation est peut-être ignorée de ses concitoyens, si le divorce est ancien ou si elle a changé de commune, par exemple, il est pénible de voir divulguer, dans un document qui reçoit une large publicité, une circonstance qu'elle a le désir et le droit de voir rester cachée.

L'inscription des électeurs se fait d'office et la loi ne donne à personne le moyen d'éviter que son nom soit porté sur les listes.

Des considérations de moralité et d'utilité sociale imposent, dans ces conditions, au législateur le devoir de prévenir que la publicité donnée aux listes électorales dans un but d'intérêt général, ait pour effet de livrer à la malignité publique la connaissance de faits ignorés de la vie privée de certains électeurs.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que l'omission des énonciations relatives à l'ancien mari d'une femme divorcée puisse avoir des conséquences nuisibles.

Les énonciations de la liste ont un double but; elles mettent les personnes inscrites à l'abri d'un recours qui les oblige à prouver l'existence de la condition non justifiée par les énonciations de la liste et, d'autre part, elles doivent permettre aux tiers de vérifier si les bases de l'électorat existent réellement.

La femme divorcée inscrite sur la liste définitive, sans aucun rappel de son mariage, dissous par le divorce, sera protégée par la prescription résultant de l'article 83, si la loi n'impose l'inscription, dans la liste, d'aucune indication à ce sujet.

Une jurisprudence constante des Cours

d'appel et de cassation, basée sur les travaux préparatoires du Code électoral, admet que, si les énonciations requises par la loi existent et si leur inexatitute n'est pas démontrée, la radiation de l'électeur inscrit ne peut valablement être requise que si le requérant fournit la preuve que l'une des conditions de l'électorat fait défaut. Le collège des bourgmestre et échevins est censé avoir vérifié si l'électeur inscrit réunit toutes les conditions requises. Dans l'espèce, cette vérification, qui ne peut porter que sur la nationalité de la femme électeur, se fera aisément par le collège qui possède les renseignements nécessaires et qui, au besoin, les complétera sans difficultés.

Quant aux conséquences qu'aurait la mesure au point de vue du contrôle populaire, elles seraient peu importantes.

Les énonciations dont l'omission est proposée ne peuvent être utiles aux tiers que dans le cas où l'ancien mari de la femme divorcée était étranger. La mention d'une déclaration faite par la femme en vue de recouvrer sa nationalité indiquait que la condition de nationalité existait dans son chef. Mais l'absence d'une mention de ce genre n'établissait pas péremptoirement que la femme n'était pas redevenue belge puisque, avant la mise en vigueur de la loi du 8 juin 1909, sur la nationalité, la femme qui était devenue étrangère par son mariage, recouvrait de plein droit, à la dissolution de celui-ci, sa nationalité d'origine en vertu de l'article 19 du Code civil, si elle résidait en Belgique. D'autre part, la femme belge qui épouse un étranger, n'acquiert la nationalité de son mari, en vertu de l'article 11 de la loi du 8 juin 1909 et de l'article 18 de la loi du 15 mai 1922, que si cette nationalité lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

Dans ces conditions, et en tenant compte de ce que les registres de population, dont des extraits peuvent être réclamés, mentionnent toutes les indications relatives à l'état civil, on doit admettre que la très légère aggravation

à la difficulté de vérifier les listes dans des cas exceptionnels, ne peut être mise en balance avec le sérieux avantage que présentera, pour la plupart des femmes divorcées, l'omission des mentions divulguant leur situation.

Le modèle de liste annexé au projet et qui est conçu dans l'hypothèse où ce projet serait adopté, reproduit presque intégralement celui qui était joint à l'arrêté royal du 25 juin 1924, pris en exécution de l'article 68.

Seul l'entête de l'avant-dernière colonne subit certaines modifications. La mention de la qualité de « divorcée » est supprimée, l'article 68 n'exigeant plus l'inscription dans la liste d'énonciations spéciales pour les femmes dont le mariage a été dissous par le divorce.

Le modèle de liste ne vise que des déclarations faites par l'intéressée et ne prévoit pas l'indication de toutes les circonstances qui peuvent avoir pour effet de conserver ou de rendre à la femme veuve, dont l'ancien mari était étranger, sa nationalité d'origine. Ainsi, la femme belge, qui avait épousé un étranger et qui est devenue veuve avant la mise en vigueur de la loi du 8 juin 1909, a recouvré de plein droit sa nationalité d'origine si elle résidait en Belgique, la femme belge qui épouse un étranger ne perd pas sa nationalité si elle n'acquiert pas celle de son mari, en vertu de la loi qui régit le statut de celui-ci. La mention de ces circonstances spéciales, utile pour assurer à la personne inscrite le bénéfice de la présomption de l'article 83, trouve sa place dans la dernière colonne destinée aux « observations ».

ART. 71 et 72.

La loi du 30 juillet 1926 a suspendu l'application des articles 71 et 72 du Code électoral pour la revision des listes des électeurs en 1926 et en 1927. Cette mesure était justifiée par le fait que, par suite de l'extension considérable du corps électoral, le contrôle exercé par les juges de paix avait perdu, en grande partie,

son efficacité et que ses résultats n'étaient plus en rapport avec le travail considérable qu'il imposait à ces magistrats et avec les dépenses qui en résultaient pour le Trésor. La suppression temporaire de l'intervention des juges de paix dans l'examen des listes électorales n'a donné lieu à aucun inconvénient et rien ne s'oppose dès lors à ce qu'elle soit rendue définitive.

ART. 76.

L'admission des femmes à l'électorat nécessite une revision de l'article 76 à raison des effets que le mariage produit sur leur nationalité.

La présomption en vertu de laquelle toute personne qui fait l'objet d'une demande d'inscription sur les listes électorales, est considérée comme Belge, si elle est née en Belgique d'un père né lui-même en Belgique, manque de base lorsqu'il s'agit d'une femme qui est ou qui a été mariée. En effet, si la femme belge qui épouse un Belge ne perd pas sa nationalité, elle tient néanmoins celle-ci non pas des circonstances qui lui sont propres, mais de celles qui font que son mari est Belge.

L'étrangère qui épouse un Belge et dont le mari est devenu Belge par option suit la condition de son mari.

La femme belge qui épouse un étranger ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise par la loi étrangère, perd sa nationalité à moins qu'elle n'use de la faculté que lui donne l'article 18 de la loi du 15 mai 1922, de déclarer qu'elle entend conserver sa nationalité d'origine.

C'est donc bien en règle générale la nationalité du mari qui détermine la nationalité de la femme. Il est, dès lors, logique et conforme à l'esprit de la disposition ancienne de l'article 76, de prendre la situation du mari comme base de la présomption en ce qui concerne l'indigénat de la femme mariée, tant qu'elle est engagée dans les liens du mariage.

C'est par application de ce principe que le deuxième alinéa de la disposition proposée porte que « la femme mariée bénéficie de la présomption établie en faveur de son mari... » Donc, une femme belge d'origine ou étrangère, qui a épousé un Belge, sera, pendant la durée du mariage, de même que son mari, présumée Belge si celui-ci est né en Belgique d'un père né lui-même en Belgique.

Mais la femme belge qui a épousé un étranger peut, comme il est dit plus haut, avoir conservé ou recouvré sa nationalité pendant son mariage. La présomption de nationalité à l'égard d'une femme qui se trouve dans ce cas, doit logiquement s'établir d'après les conditions qui lui sont propres et non d'après la situation de son mari. C'est pour ce motif que le dernier alinéa de l'article 76 proposé dispose que « si la femme mariée... dont le mari n'était pas Belge, a conservé ou recouvré l'état qu'elle possédait comme célibataire, au point de vue de la nationalité, elle reprend personnellement le bénéfice de la présomption résultant du présent article ».

Lorsque le mariage est dissous par le décès du mari ou par le divorce, la situation de la femme au point de vue de la nationalité ne cesse pas d'être influencée par celle de son ancien mari. Si celui-ci était Belge, la femme, qu'elle soit d'origine belge ou d'origine étrangère, reste Belge de plein droit. C'est le motif pour lequel le deuxième alinéa admet la femme veuve ou divorcée à bénéficier de la nationalité de son ancien mari au même titre qu'elle accorde à la femme mariée le bénéfice de la présomption existant à l'égard de son mari.

Si l'ancien mari était étranger, la femme, Belge de naissance, a pu, ou bien conserver sa nationalité d'origine en faisant la déclaration prévue par l'article 18 de la loi du 15 mai 1922, ou bien recouvrer sa nationalité, de plein droit, sous le régime de l'article 19 du Code civil, en faisant la déclaration de domicile prévue par l'article 13 de la

loi du 8 juin 1909 ou la déclaration d'option admise par l'article 19 de la loi du 15 mai 1922.

De même que la femme qui, malgré son mariage avec un étranger est demeurée Belge, peut invoquer personnellement pendant son mariage la présomption établie par l'article 76, la femme qui avait épousé un étranger doit être admise, après la dissolution de son mariage, à se prévaloir de cette présomption si elle avait conservé ou si elle a recouvré sa nationalité d'origine.

L'exception prévue à l'égard de la femme veuve ou divorcée, étrangère d'origine, et qui n'est devenue Belge que par son mariage, tend à imposer à cette femme qui n'a conservé peut-être aucun lien avec la patrie nouvelle que son mariage lui avait donnée, l'obligation de prouver qu'elle est demeurée Belge. Il n'y a pas lieu de présumer qu'une femme étrangère qui avait épousé un Belge mais qui, au moment de la dissolution du mariage n'habitait pas la Belgique ou n'a pas continué à y résider, a conservé sa nouvelle nationalité. La dissolution du mariage peut remonter à une époque éloignée et la femme qui séjournait à l'étranger peut avoir recouvré sa nationalité d'origine ou en avoir acquis une autre.

ART. 80.

Une loi du 3 août 1924 a abrogé cette disposition par mesure d'économie. La publication de tableaux indiquant le nombre des décisions de collèges de bourgmestre et échevins réformées par les Cours d'appel, avait en grande partie perdu son utilité à la suite de la suppression des votes supplémentaires dont l'attribution donnait lieu à de nombreuses contestations. C'était principalement la façon dont les collèges des bourgmestres et échevins s'acquittaient de la mission de juger ces contestations que les auteurs du Code électoral avaient voulu soumettre au contrôle du public par l'insertion au *Moniteur* de tableaux

mentionnant le nombre des décisions réformées.

ART. 84.

L'article 84 qui prescrivait la tenue d'un registre spécial où étaient transcrits certains titres ou certificats justifiant l'attribution de votes supplémentaires, est devenu sans objet à la suite de l'abolition du régime plural. Le projet remplace cette disposition par un texte nouveau prescrivant et réglant la tenue d'un registre spécial destiné à faciliter la preuve de l'existence des conditions qui assurent l'électorat général à certaines catégories de femmes. Ces dispositions font actuellement l'objet de l'arrêté royal du 25 juin 1924.

ART. 89bis.

La disposition dont l'adjonction est proposée à l'article 89bis ne modifie pas la portée de celui-ci. Une déclaration faite au Sénat, le 21 décembre 1894, par M. de Burlet, Ministre de l'Intérieur, a établi que la prorogation des délais prescrits pour la revision des listes électorales ne pouvait avoir pour effet de retarder l'entrée en vigueur de ces listes.

Dispositions additionnelles.

ART. 230 du Code électoral, art. 24 de la loi du 19 octobre 1921 sur les élections provinciales et art. 60 des lois coordonnées sur les élections communales.

Les modifications proposées à ces dispositions qui déterminent les causes d'inéligibilité, respectivement aux Chambres législatives, aux conseils provinciaux et aux conseils communaux, sont la conséquence de l'introduction d'un numéro nouveau dans l'article 21 du Code et des changements qui en résultent dans le numérotage des paragraphes de cet article.

ART. 3 de la loi du 15 avril 1920.

Le projet propose de rétablir l'identité complète qui existait antérieurement entre les dispositions réglant les

incapacités électorales en matière de l'électorat général, d'une part, et de l'électorat communal, d'autre part. Cette identité avait cessé d'exister à la suite du vote des lois successives modifiant, séparément, pour les électeurs généraux et pour les électeurs communaux, les dispositions de l'article 21 du Code électoral.

La loi du 15 avril 1920, relative à la formation des listes des électeurs communaux a rendu applicables à celles-ci les articles 21 à 23 du Code électoral ancien en apportant certaines modifications dans l'article 21. Elle introduisit dans l'article 21 les dispositions nouvelles que la loi du 9 mai 1919 avait temporairement ajoutées à cet article ainsi qu'un paragraphe 10^{bis} rendu nécessaire par l'admission des femmes à l'électorat communal; elle y supprime, par contre, la mention des articles 387 à 391 qui figure dans le Code électoral et que la loi du 26 mars 1921, réglant définitivement la formation des listes des électeurs généraux, y a maintenue.

La législation qui régit l'électorat diffère donc sur deux points de celle qui régit l'électorat communal. Ceux qui ont été condamnés du chef d'adultère ou de bigamie, à une peine d'emprisonnement qui s'élève à huit jours mais n'atteint pas un mois, sont frappés de la suspension pendant dix ans de leurs droits électoraux comme électeurs généraux, mais restent électeurs communaux. Si la peine prononcée atteint un mois d'emprisonnement, le condamné est frappé d'une incapacité électorale de vingt ans comme électeur général et de cinq ans seulement comme électeur communal.

D'autre part, les prostituées sont exclues de l'électorat communal mais elles ne le sont pas de l'électorat général.

Le maintien de la différence qui existe entre les deux législations est évidemment inadmissible et il serait difficile de justifier l'application à l'électorat général de la règle adoptée pour l'électorat communal. Cette modification au sys-

tème établi en 1894, après des études approfondies et de longues discussions, a été admise, en 1921, à la suite d'un amendement sans que la question ait été soumise à un examen sérieux. On a fait valoir, en ordre principal, que si les époux se réconciliaient, il ne fallait pas rappeler le souvenir de la faute en privant le coupable de ses droits électoraux. Cet argument perd de sa valeur si l'on considère que les poursuites pour adultère ne peuvent être intentées qu'à la demande de l'époux outragé qui reste toujours maître de se désister de sa plainte et il est sans portée en ce qui concerne la bigamie.

Le projet de loi propose à l'article 21, d'introduire dans le Code la disposition concernant les prostituées; il propose par une disposition additionnelle de rendre applicable, sans restriction, aux électeurs communaux, l'article 21, ainsi complété, du Code électoral.

ART. 6, alinéa 1^{er} de la loi du 15 avril 1920.

La modification apportée à cet article est la conséquence du changement que le projet fait subir à l'article 61 du Code électoral.

L'article 6 déclare inapplicables à la revision des listes des électeurs communaux certaines dispositions du Code électoral pour le motif qu'elles attribuent aux citoyens un domicile électoral dans une commune où ils n'ont pas leur résidence effective au moment où s'ouvre la revision. Parmi ces dispositions figure l'article 61. D'après le texte actuel de cet article, les sous-officiers, caporaux ou soldats ne peuvent être inscrits sur les listes que s'ils ont droit au congé illimité ou définitif avant le 1^{er} mai qui suit la revision et, dans ce cas, ils doivent être inscrits dans la commune où ils avaient leur dernière résidence de six mois, au moment de leur incorporation. Ce domicile pouvait se trouver donc dans une commune autre que celle où l'intéressé avait sa

résidence effective le 1^{er} juillet de l'année de la revision.

Le projet modifie le dit article 61. Le premier alinéa de l'article nouveau autorise l'inscription de tous les militaires, sans distinction, et c'est le second alinéa qui contient la disposition relative à l'attribution exceptionnelle d'un domicile électoral aux militaires qui ont changé de résidence depuis leur incorporation.

Il n'y a donc plus lieu de viser à l'article 6 le premier alinéa de l'article 61 nouveau qui s'appliquera évidemment aux électeurs communaux.

Dernier alinéa de l'article 173 du Code électoral.

Sous le régime du Code électoral de 1894, les militaires de rang subalterne ne pouvaient être inscrits sur les listes électorales que s'ils avaient droit au congé illimité ou définitif au moment de l'entrée en vigueur de ces listes.

La disposition qui formule cette règle est inscrite à l'article 61 qui fait partie du titre III, chapitre 1^{er}, relatif à la revision annuelle des listes électorales.

Dans le système du projet, pour les motifs indiqués dans les observations qui concernent l'article 61, ce ne seront plus les autorités chargées de la revision des listes qui auront à constater si les intéressés ont droit au congé illimité ou définitif au moment de l'entrée en vigueur des listes. Cette mission sera confiée aux bureaux électoraux.

Il convient donc de transférer au titre V, chapitre III, qui s'occupe de l'installation des bureaux et du vote, la disposition qui formule la règle en question et de la rattacher à l'article 173 qui

détermine les conditions dans lesquelles les électeurs sont admis au vote.

L'article 61 indique certaines personnes appartenant à l'armée à qui ne s'applique pas l'interdiction qu'il prononce et en exempte également tous ceux qui ont fait partie de l'armée avant le 12 novembre 1918. Une loi du 10 août 1923 a étendu cette exemption aux « sous-officiers, caporaux, brigadiers, clairons, trompettes, musiciens, soldats et assimilés comptant au moins trois ans de service ».

Le projet maintient ces dispositions mais, sans en restreindre la portée, en modifie la forme.

Il propose de remplacer l'énumération, que les auteurs du projet, qui est devenue la loi du 10 août 1923, ont entendu rendre aussi complète que possible, par les termes « militaires se trouvant sous les armes » et d'y ajouter les mots : « à raison d'un rengagement ».

Une énumération, qui par essence est limitative, peut se trouver incomplète ou le devenir par la suite.

D'autre part, en spécifiant qu'il ne s'agit que des militaires qui ont contracté un rengagement, on écarte, à juste titre, des hommes qui, après trois ans, sont encore sous les drapeaux, à raison de mesures disciplinaires dont ils ont été l'objet.

La disposition qui admet au vote les militaires ayant au moins trois ans de service, rend inutile l'exception prévue en faveur de ceux qui ont fait partie de l'armée avant l'armistice.

*Le Ministre de l'Intérieur et
de l'Hygiène,*
A. CARNOY.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 3 MEI 1928

Wetsontwerp houdende herziening der Titels I tot III van het Kieswetboek.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Bijgaande wetsontwerp, dat de Regeering de eer heeft de Kamers voor te leggen, is er op gericht, eerst en vooral, de bepalingen der drie eerste titels van het Kieswetboek in overeenstemming te brengen met de nieuwe grondwettelijke regels betreffende het kiesrecht. Het heeft, vervolgens, ten doel, sommige tegenstrijdigheden tusschen de wetgeving, die het opmaken van de lijsten der algemeene kiezers regelt en deze betreffende het inschrijven der gemeenteraadskiezers op de lijsten, te doen verdwijnen.

Het Kieswetboek van 1894 was het resultaat van lange en met de grootste zorg geleide studies en van grondige besprekingen. De belangrijke wijzigingen, die het kiesstelsel sinds den wapenstilstand heeft ondergaan, zouden een algeheele herziening van het werk van 1894 kunnen rechtvaardigen. Maar het schijnt niet gepast dit werk nu aan te vangen. Het thans in werking zijnde systeem heeft de proef van den tijd doorstaan en verzekert ten volle de nauwkeurigheid en de echtheid der kiezerslijsten. Ook stelt bijgaande ontwerp geen enkele wijziging aan de door het Wetboek vastgestelde essentiële regels voor, en bepaalt het zich tot het uiteenzetten der veranderingen, die de toepassing van het nieuw kiesregiem noodig maakt.

De redenen en de draagwijdte der voorgestelde veranderingen, buiten deze die het rechtstreeksch en noodzakelijk gevolg zijn van de afschaffing van het meervoudig stemrecht, zijn hierna artikelsgewijs aangeduid.

ART. 1 en 1bis.

Deze artikelen huldigen de principes, welke in de nieuwe artikelen 47 en 53 der Grondwet evenals in de aan deze artikelen verbonden overgangsbepalingen besloten liggen.

Wat de voorwaarden van leeftijd en woonplaats betreft, de wijzigingen aan artikel 1 van het Kieswetboek, zijn het gevolg van de veranderingen aan artikel 47 der Grondwet, en geen enkele moeilijkheid kan zich bij de toepassing der nieuwe bepaling voordoen. Daarentegen, zou de interpretatie der termen omtrent de nationaliteitsvoorwaarde aanleiding kunnen geven tot sommige twijfels, die het nuttig schijnt te voorkomen.

Voor de mannen, werd het meer dan eens, in den loop der parlementaire debatten vastgesteld, en de rechtspraak staaft op dit punt voldoende vast, dat de Belgen, door de kracht der wet begrepen zijn in de termen van artikel 1 : « Belg door geboorte », omdat de voorwaarden, waarvan de wet het verkrijgen der nationaliteit doet afhangen, immer de geboorte tot basis

hebben. Vereenigen dus in zich de voorwaarde der vereischte nationaliteit, al de mannen, die de hoedanigheid van Belg bezitten, welke ook de wijze zij, waarop zij deze verkregen hebben, met uitzondering van de gewone naturalisatie. Maar voor de vrouwen, met het kiesrecht voor de Wetgevende Kamers bekleed, en in artikel 1*bis* bedoeld, doet zich de kwestie anders voor.

Het ontwerp, waar het den tekst behoudt van artikel 2 van de wet van 26 Maart 1921, die de aan artikel 47 der Grondwet toegevoegde bepaling toepast, zegt dat de, tot sommige categorieën behorende vrouwen stemgerechtigd zijn « mits dezelfde vereischten van nationaliteit » als de mannen.

Doch, voor de vrouwen bestaat er een haar eigen wijze om de nationaliteit te verkrijgen : zij kunnen Belg worden door het huwelijk. Men zou er kunnen uit afleiden, dat de weduwen of de moeders van overleden militairen, en de vrouwen, die, om redenen van vaderlandslievenden aard, tot gevangenisstraf veroordeeld of opgesloten werden niet stemgerechtigd zijn, tenzij ze de hoedanigheid van Belg, op een der aan de mannen en vrouwen gewone wijzen verkregen hebben, en dat dezen, die alleen uit hoofde van haar huwelijk Belg zijn, op het stemrecht geen aanspraak kunnen maken.

Het schijnt klaar, dat het niet in de bedoeling der Constituante lag, wanneer zij de additioneele bepaling van artikel 47 der Grondwet aannam, de vrouwen, die in hare genegenheid voor haar nieuwe vaderland geleden of zich daarvoor opgeofferd hadden, buiten de begunstiging van dezen maatregel te houden.

De Senaat heeft, ten andere, in zijne vergadering van 13 April 1920, een amendement verworpen, dat er op gericht was om aan de vrouwen, die slechts door haar huwelijk Belg geworden zijn, het gemeentelijk kiesrecht te ontzeggen.

Bijgevolg dient het wel verstaan dat de woorden « mits dezelfde vereischten van nationaliteit » beteekenen dat, zoo-wel als de mannen, al de vrouwen, welke de hoedanigheid van Belg bezitten, zoo zij aan de andere vereischten voldoen, stemgerechtigd zijn, afgezien de wijze, waarop zij hare nationaliteit verwierven, de gewone naturalisatie alleen uitgezonderd.

ART. 21.

Het ontwerp stelt voor in artikel 21 een nieuwe paragraaf onder n^r 11 in te lasschen, die de weergave is van de bepaling, welke de wet van 15 April bij dit artikel gevoegd heeft, voor zover het betrekking heeft op het opmaken van de lijsten der gemeenteraadskiezers.

Het schijnt nuttig het Kieswetboek in overeenstemming te brengen met de wet betreffende het gemeentelijk stemrecht, ofschoon het haast niet te voorzien is, dat de nieuwe bepaling haar toepassing vinde ten opzichte der vrouwen, die bij uitzondering geroepen zijn om met het algemeen stemrecht begunstigd te worden.

De tekst der paragrafen 2 en 8 werd respectievelijk vastgesteld bij de wetten van 26 Maart 1921, artikel 3, en van 24 Juli 1923, artikel 7, die deze bepalingen uitdrukkelijk en voorgoed gewijzigd hebben.

In paragraaf 5, die betrekking heeft op hen, die niet aan de wetten op de militie voldaan hebben, werd de leeftijd van zes en dertig jaren, waarop de voorzene onbevoegdheid ophoudt, vervangen door dezen van vijf en veertig jaren. Deze verandering is gerechtvaardigd door het feit, dat de nieuwe wet op de militie den leeftijd, waarop de militieverplichtingen vervallen, van zes en dertig op vijf en veertig jaren gebracht heeft.

Het ontwerp voegt aan paragraaf 9 de vermelding van artikel 63 der wet van 15 Mei 1912 toe. Deze wet, die betrek-

king heeft op de kinderbescherming, heeft in haar artikel 63, den tekst van artikel 39 van de wet van 17 November 1891, op de onderdrukking van de landlooperij en de bedelarij, overgenomen, alhoewel zij tevens de eindbepaling van dit artikel wijzigt, met het doel de regels betreffende de deelname van verscheidene personen aan eenzelfde misdrijf toepasselijk te maken op de bij dat artikel voorziene inbreuken.

ART. 54.

Het algemeen plan der verrichtingen, bij Titel III van het Kieswetboek voor de herziening der kiezerslijsten vastgesteld, wordt door het ontwerp ongewijzigd gelaten.

De herziening begint dus op 1 Juli van elk jaar, en wordt door het van kracht worden der herziene lijsten, op 1 Mei van het volgend jaar, gesloten.

Maar het ontwerp stelt wijzigingen voor aan de datums en tijdsbestekken, die thans voor sommige herzieningsformaliteiten zijn vastgesteld.

De voornaamste wijziging, die het meerendeel der andere medebrengt, bestaat hierin dat zij den sluitingsdatum der voorloopige lijst, welken artikel 69 van het Wetboek tegenwoordig op 31 Augustus vaststelt, op 20 September bepaalt.

De belangrijke gemeenten verkeerden in de onmogelijkheid het tijdsbestek van artikel 69 te eerbiedigen, om reden, eenerzijds, der wijzigingen, die aan de kiesvereischten toegebracht zijn — te weten de toelating der vrouwen tot de gemeenteraadsverkiezingen — en de getalsterkte van het gemeentelijk kiezerskorps meer dan verdubbeld hebben, en anderzijds, door de onmogelijkheid, waarin de drukkers zich onder het huidig regiem bevinden, om het werk in hunne werkhuizen dusdanig te intensifieeren, dat de door de colleges van burgemeester en schepenen herziene lijsten op heel korten tijd kunnen gedrukt worden.

Bij de jongste herzieningen — behalve

deze van 1923, wanneer bij Koninklijk besluit de datum van 30 September werd vastgesteld voor de voorloopige sluiting — zag de Koning zich genoodzaakt om gebruik te maken van de macht, welke artikel 89*bis* van het Wetboek hem geeft, om nieuwe tijdsbestekken vast te stellen voor een zeer aanzienlijk getal gemeenten — waaronder al de groote steden — dewelke de voorloopige lijsten slechts met een maand of nog meer vertraging hadden kunnen bekend maken.

Het schijnt dus wenschelijk en normaal een voldoende tijdsbestek vast te stellen, ter voorkoming van talrijke uitzonderingsmaatregelen.

Door den datum der voorloopige lijstensluiting van 31 Augustus op 20 September te brengen, is men niet verplicht, lijk het op eerste zicht wel schijnt, den duur der herziening met een maand te verlengen.

Inderdaad, door het verdwijnen van het meervoudig stemrecht is het getal reclamaties, dat bij het college van burgemeester en schepenen ingediend wordt, aanmerkelijk verminderd, en bijgevolg ook het getal door dit college te nemen beslissingen. Het tijdsbestek van een maand, door het Wetboek aan het college gegeven voor het uitoefenen van zijne rechtsmacht (van 1 November — daags na den uitersten dag vastgesteld bij artikel 73 voor het indienen der reclamaties — tot 30 November, laatsten dag, waarop het college, krachtens artikel 77 mag statueeren) is veel te groot bevonden. Het ontwerp vermindert het tijdsbestek met omtrent de helft, door in artikel 73 den datum van 31 October door dien van 20 November, en den datum van 30 November, in artikel 77, door dien van 10 December te vervangen.

De datum voor de definitieve lijstensluiting, wordt dienovereenkomstig, in artikel 81, op 10 December bepaald, als wanneer dit artikel dezen tegenwoordig op 30 November vaststelt.

De huidige herzieningsdata worden dus slechts met tien dagen vertraagd.

Al de datums en tijdsbestekken, tegenwoordig vastgesteld voor de daarop volgende herzieningsverrichtingen, worden dus met tien dagen achteruit geschoven tot en met den datum van 10 Februari, die bij artikel 97 voor het neerleggen van de stukken der verweerders in eene vraag tot schrapping is bepaald. De tijdsbestekken voor de nieuwe antwoorden worden met zes dagen vermindert, en de datum van opzending der stukken aan den Griffier van het Beroepshof wordt op 9 Maart gebracht.

Daar de datum, waarop de lijsten van kracht worden, op 1 Mei behouden blijft, is dus het tijdsbestek, waarbinnen de beroepshoven over de beroepen moeten statueeren, met vier dagen vermindert, naar deze geringe vermindering schijnt van geenerlei belang, aangezien de afschaffing van het meervoudig stemrecht het getal beroepen aanmerkelijk vermindert heeft.

De voorgestelde wijzigingen, schijnen dus noodzakelijk om het den gemeentebesturen mogelijk te maken de voorlooppige lijsten op tijd te herzien en af te kondigen. Zij zijn heelemaal niet nadeelig voor de uitoefening der volkscontrole en eerbiedigen het mechanisme der in 1894 bepaalde herziening. De in het ontwerp aangehaalde datums zijn ten andere dezelfde als deze, die bij de Koninklijke besluiten van 10 Augustus 1925 en 7 Augustus 1926 krachtens speciale wetten vastgesteld werden, en zij hebben tot geen enkele moeilijkheid noch reclamatie aanleiding gegeven.

ART. 57.

De aan artikel 57 voorgestelde toevoeging heeft ten doel de draagwijdte dezer bepaling beter te omschrijven.

Het Kieswetboek van 1894 deed de gunst van op de lijsten behouden te blijven afhangen van de stipte naleving der formaliteiten, die met het oog op het bijhouden der bevolkingsregister waren voorgeschreven. De dubbele aangifte,

die door den ten deze geldende reglementen was opgelegd, werd vereischt, opdat de kieswoonplaats zonder onderbreking van eene gemeente naar een andere zou overgebracht worden, en het verwerven van de kieswoonplaats in de nieuwe verblijfplaats ging terug tot den dag, waarop de belanghebbende bij de gemeente zijner vorige verblijfplaats de aangifte van verblijfverandering gedaan had.

Een wet van 30 April 1910 heeft artikel 57 gewijzigd. Volgens het nieuwe artikel is het, uit kiesoogpunt, voldoende dat de kiezer de eene of de andere der twee voorziene aangiften gedaan hebbe. Ten gevolge daarvan werd de bepaling, die den datum vaststelt waarop het overbrengen van de kieswoonplaats plaats heeft, ingetrokken. Uit de voorbereidende werken der wet van 1910 blijkt, dat het verwerven van het nieuwe kiesdomicilie plaats heeft op den datum der inschrijving in de nieuwe woonplaats, en niet meer op den datum, waarop men het voornemen om er zijne verblijfplaats over te brengen te kennen gaf.

Het schijnt geraadzaam deze regel in de wet in te lassen en er de draagwijdte van te bepalen. Wanneer het overbrengen der verblijfplaats geschiedt rond den tijd, die zes maanden voorafgaat aan het tijdstip, waarop de kiesvereischten tot de inschrijving op de lijsten moeten bestaan, zou het bestuur der gemeente, waar belanghebbende zijn verblijfplaats vestigt, door dezes inschrijving in de bevolkingsregisters te bespoedigen of te vertragen, hem kunnen bevoor- of benadeelen in de uitoefening van zijn kiesrecht.

Het verwerven van de nieuwe woonplaats geschiedt uit kiesoogpunt, op den datum, waarop belanghebbende zijne aangifte van aankomst, 'tzij uit eigen beweging, 'tzij op verzoek van het gemeentebestuur gedaan heeft. Deze datum zal, zoo noodig, vastgesteld worden door middel van het ontvangstbewijs, dat de ambtenaren, die met het

bijhouden der bevolkingsregisters belast zijn, krachtens het laatste lid van artikel 57, aan den aanvrager moeten afgeven. Ingeval belanghebbenden weigert of verwaarloost zijn aangifte te doen, en de inschrijving ambtshalve moet geschieden, is het op den dag, dat die inschrijving plaats heeft, dat de nieuwe woonplaats ingaat.

ART. 57bis.

De bepaling van artikel 57bis, die bij de wet van 30 April 1910 in het Kieswetboek ingelascht werd, had hoofdzakelijk ten doel aan het bestuur der gemeente, waar een inwoner, die op de kiezerslijsten der verlaten gemeente ingeschreven was, zich kwam vestigen, inlichtingen te verschaffen betreffende de titels, die hij bezat tot toekenning van bijkomende stemmen en die hij verwaarloosd mocht hebben te doen gelden.

Het afschaffen van het meervoudig stemrecht heeft het nut van deze mededeeling doen verdwijnen. Maar de toelating tot het algemeen stemrecht van zekere categorieën van vrouwen, welke het stemrecht te danken hebben aan omstandigheden die aan het gemeentebestuur van de nieuwe verblijfplaats onbekend kunnen zijn, rechtvaardigt, om de redenen die het oude artikel 57bis hadden doen aannemen, het opzenden van inlichtingen betreffende de personen, die met dezen maatregel begunstigd worden.

Om de belanghebbenden te ontslaan van de verplichting om, in het bij artikel 84 voorziene speciale register der gemeente van hun nieuwe verblijfplaats, hun stukken en akten tot vaststelling hunner rechten, te doen overschrijven, stelt het ontwerp voor aan het bestuur dezer gemeente een echt verklaard uittreksel uit het speciale register der verlaten gemeente te doen overmaken. Het bestuur der gemeente, waar de vrouw zich komt vestigen, zal in zijn register de overgemaakte vermeldingen overschrijven, en indien het de ver-

meldingen voldoende acht om het kiesrecht van belanghebbende vast te stellen, zal het haar op zijn lijsten brengen, zonder dat zij er een aanvraag hoeft voor in te dienen.

ART. 61.

Tegenwoordig worden de *onderofficieren, korporaals en soldaten die slechts na 11 November 1918 van het leger deel uitmaken, alleen maar op de kiezerslijsten ingeschreven indien zij op een onbepaald of definitief verlof recht hebben vóór den datum, waarop deze lijst in werking treedt.

De toepassing van dezen maatregel levert, sinds het aannemen der nieuwe bepalingen van de wet op de militie, ernstige moeilijkheden voor de gemeentebesturen op, omdat de datum van oproeping der militieklassen tot den actieven dienst onzeker is, en omdat de toestand van elken belanghebbende soms niet juist bepaald is op het oogenblik, waarop de herziening der lijsten aanvang neemt.

Daarom schijnt het geraadzaam, voor de parlamentskiezers den regel aan te nemen, die reeds ten opzichte der gemeenteraadskiezers in werking is, opdat sommige militairen, bij gebrek aan inschrijving op de lijst, niet ten onrechte van hun kiesrecht beroofd wezen.

Men zal dus de inschrijving van een burger op de kiezerslijsten niet kunnen weigeren om de enkele reden dat hij op een bepaalden datum onder de wapens is, of zal zijn. Zijn recht om aan de stemming deel te nemen zal door het hoofdstuk betreffende de stemming geregeld worden. De tweede alinea van artikel 61 welke zonder toepassing is wegens de wijziging aan de eerste alinea, wordt door de bijbepaling IV van het ontwerp naar dit hoofdstuk overgebracht. Inderdaad, zoo de bepaling die de uitoefening van de kiesrechten der militairen onder de wapens schorst, niet meer van kracht is uit oogpunt van de vorming der kiezerslijsten, is het logisch deze in het artikel over het stemrecht in te lassen. Het ontwerp behoudt de voorschriften,

ofschoon deze haast niet meer van toepassing zullen zijn, naar luid waarvan de bij artikel 61 bedoelde militairen ingeschreven worden op de lijsten der gemeente waar zij op het oogenblik hunner inlijving hun kieswoonplaats hadden, tenware zij na hun indiensttreding er een andere verworven hadden.

Overeenkomstig de regels, die van kracht waren op het oogenblik dat het Kieswetboek aangenomen werd, werden de militairen ingeschreven op de bevolkingsregisters der gemeenten, waar zij gekazerneerd waren. De bepaling, die aan de militairen hun kieswoonplaats behield in een gemeente op welker bevolkingsregisters zij niet meer ingeschreven waren, had dus een uitzonderingskarakter. Maar in 1900 werden de algemeene onderrichtingen op het bijhouden der bevolkingsregisters gewijzigd. Onder het nieuw regiem worden alleen de beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemenden van de registers, waar zij op voorkwamen op het oogenblik hunner inlijving, afgeschreven, als hebbende hun verblijfplaats overgebracht naar de gemeente waar zij gekazerneerd zijn. De militieplichtigen daarentegen werden behouden op de registers der gemeente, die zij op het oogenblik hunner inlijving bewoonden, omdat zij aangezien worden als tijdelijk afwezig.

Bewuste bepaling doet dus in 't algemeen niet anders dan de regels bekrachtigen, die de plaats vaststellen waar een burger op de kiezerslijsten moet ingeschreven worden, maar zij kan nochtans, in zekere uitzonderingsgevallen, een heilzame uitwerking hebben, bijvoorbeeld ten opzichte van een beroepsvrijwilliger, die op het oogenblik, dat de herziening der kiezerslijsten geopend wordt, in de gemeente, waar hij gekazerneerd is, geen verblijfplaats van zes maanden mocht verworven hebben.

ART. 64.

De afschaffing van de vier eerste

littera's van artikel 64 wordt voorgesteld.

De stukken, waarvan de afgifte bij littera's A, B, C, is voorgescheven, hebben geen reden van bestaan meer tengevolge van de afschaffing van het meervoudig stemrecht; het stuk, dat bij littera D voorzien is, heeft alle belang verloren, daar de militairen kunnen ingeschreven worden, welke ook de datum zij, waarop zij op het onbepaald of definitief verlof recht hebben.

De bepalingen betreffende de geprotitueerden en die onder littera E voorkomen, werden in het Wetboek ingelascht bij de wet van 15 April 1920 op gemeentelijk kiesrecht.

ART. 66.

Her meerendeel der aan dit artikel voorgestelde wijzigingen zijn gerechtvaardigd door de afschaffing van het meervoudig stemrecht, die de afgifte van sommige stukken nutteloos maakt.

Wat het bedrag der te betalen vergoeding betreft, er dient opgemerkt dat deze noch een belasting noch een loon is; in principe zouden de bevoegde overheden de stukken, die tot nut van 't algemeen bestemd zijn, kosteloos moeten afgeven, doch, om misbruiken te voorkomen wordt de betaling van een kleine retributie geëischt. De verandering, die de betrekkelijke waarde van de munteenheid ondergaan heeft, heeft de gevolgen van deze maatregelen verzacht. Er bestaat dus aanleiding toe om het bedrag, bij het Wetboek van 1894 vastgesteld, te verhoogen. Nochtans schijnt het voldoende het vroeger bedrag te verdubbelen om tot den gewenschten uitslag te komen.

Het ontwerp, om den terugkeer tot sommige misbruiken te voorkomen, stelt voor de vergelding niet meer te beperken voor het afgeven van uittreksels uit de bevolkingsregisters, die meer dan zeven inwoners of al de inwoners van een huis zouden omvatten.

ART. 68.

Het ontwerp stelt voor aan artikel 68 zooals dit werd verbeterd of aangevuld, te weten, bij de wetten van 15 April 1920 en van 26 Maart en 19 October 1921 de twee volgende wijzigingen te brengen : In de tweede alinea vervangt het de aanwijzing van het jaartal 1890 door de meer algemeene vermelding van den datum, waarop de laatste algemeene volkstelling heeft plaats gehad. De bevolkingsregisters worden na verificatie, op het einde van elke algemeene volkstelling vernieuwd, en de aanwijzing van den datum der inschrijving in het register is van geen belang, zoo deze vóór de volkstelling heeft plaats gehad.

In de derde alinea worden de vermeldingen betreffende den vroegeren echtgenoot van de gedivorceerde vrouw, weggelaten.

Voor een gedivorceerde vrouw, wier toestand misschien door haar medeburgers niet gekend is, bijvoorbeeld indien de echtscheiding van over lang dagteekent, of indien zij in een andere gemeente is gaan wonen, is het pijnlijk een gebeurtenis, die zij met recht en reden wenscht geheim te houden, bekend te zien maken in een document, waaraan een groote ruchtbaarheid gegeven wordt.

De inschrijving der kiezers gebeurt ambtshalve en de wet geeft aan niemand het middel om te vermijden dat zijn naam op de lijsten gebracht worde.

Beschouwingen van zedelijkheid en maatschappelijk nut, leggen onder deze voorwaarden den wetgever den plicht op te voorkomen, dat de ruchtbaarheid, die aan de kiezerslijsten tot nut van 't algemeen gegeven wordt, ten gevolge hebbe dat ongekende feiten uit het privaats leven van zekere kiezers aan de kwaadwilligheid van het publiek overgeleverd worden.

Het schijnt ten andere niet dat het weglaten der vermeldingen betreffende den vroegeren echtgenoot eener gedivorceerde vrouw schadelijke gevolgen kunne hebben.

De vermeldingen der lijst hebben een

tweevoudig oogmerk : zij behoeden de ingeschreven personen tegen een beroep, dat hen zou verplichten het bestaan der door de vermeldingen der lijst niet gerechtvaardigde voorwaarde te bewijzen, en anderzijds moeten zij aan derden toelaten na te gaan of de grondslagen van het kiesrecht werkelijk bestaan.

De gedivorceerde vrouw, die op de definitieve lijst zonder eenige vermelding van haar door de echtscheiding ontbonden huwelijk is ingeschreven, zal door het vermoeden voortvloeiende uit artikel 83 beschermd worden, indien de wet geenerlei aanhaling op de lijst daaromtrent oplegt.

Een gevestigde rechtspraak der Hoven van Beroep en Verbreking, gesteund op de voorbereidende werken van het Kieswetboek, neemt aan dat, indien de door de wet vereischte vermeldingen bestaan en indien de onnauwkeurigheid ervan niet bewezen is, de schrapping van den ingeschreven kiezer niet geldig kan geëischt worden, tenzij de requérant het bewijs levert dat een der vereischten tot het kiesrecht ontbreekt. Het college van burgemeester en schepenen wordt geacht nagegaan te hebben of de ingeschreven kiezer al de vereischten in zich vereenigt. In 't onderhavige geval, zal dit onderzoek, dat slechts mag gaan over de nationaliteit der kiezeres, gemakkelijk gedaan worden door het college, dat de noodige inlichtingen bezit, en dat, zoo noodig, deze zonder moeilijkheden kan volledigen.

Wat de gevolgen betreft, die dezen maatregel uit oogpunt der volkskontrôle zou hebben, deze zouden weinig te beduiden hebben.

De vermeldingen, waarvan de weglating wordt voorgesteld, kunnen voor derden slechts van nut zijn ingeval de vroegere echtgenoot der gedivorceerde vrouw een vreemdeling is. De vermelding van een verklaring door de vrouw gedaan met het oog op het wederverkrijgen harer nationaliteit duidde aan dat de nationaliteitsvoorwaarde, wat haar betreft, bestond. Maar de afwezigheid eener vermelding van dien aard stelde niet op

afdoende wijze vast dat de vrouw niet weder Belg geworden was, omdat vóór het van kracht worden der wet van 8 Juni 1909, op de nationaliteit, de vrouw, die door haar huwelijk vreemdelinge geworden was, bij het ontbinden van dit huwelijk van rechtswege hare oorspronkelijke nationaliteit terugverkreëg, krachtens artikel 19 van het Burgerlijk Wetboek, indien zij in België verbleef. Anderzijds, krachtens artikel 11 der wet van 8 Juni 1909 en artikel 18 der wet van 15 Mei 1922, verkrijgt de vrouw, die een vreemdeling huwt, slechts de nationaliteit van haar echtgenoot, ingeval deze nationaliteit haar verworven is krachtens de vreemde wet.

Onder deze voorwaarden, en er rekening mede houdend dat de bevolkingsregisters, waarvan uittreksels kunnen gevraagd worden, al de aanwijzingen betreffende den burgerlijken stand vermelden, moet men toegeven dat de zeer kleine toename der moeilijkheid om de lijsten in uitzonderingsgevallen te verifiëren, niet kan vergeleken worden met het ernstige voordeel dat het weglaten der vermeldingen, omtrent haar toestand, zal opleveren voor het meerendeel der gedivorceerde vrouwen.

Het model van lijst, dat bij het ontwerp gaat en opgevat is in de veronderstelling dat het ontwerp wordt aangenomen, is de bijna volledige herhaling van het model dat gevoegd was bij het Koninklijk besluit van 25 Juni 1924, in uitvoering van artikel 68 genomen.

Alleen het opschrift van de voorlaatste kolom ondergaat zekere wijzigingen. De vermelding der hoedanigheid van « gedivorceerde vrouw » wordt weggelaten, daar artikel 68 de inschrijving op de lijst niet meer vereischt van sommige speciale aanwijzingen voor de vrouwen wier gezin door de echtscheiding werd ontbonden.

Het model van lijst beoogt alleen de door belanghebbende gedane verklaringen en voorziet niet dat al de omstandigheden, waardoor de vrouw-weduwe, wier vroegere echtgenoot een vreem-

deling was, haar oorspronkelijke nationaliteit kan behouden of terugverkrijgen, moeten vermeld worden. Aldus heeft de Belgische vrouw, die een vreemdeling gehuwd had, of die weduwe geworden is vóór het van kracht worden der wet van 8 Juni 1909, van rechtswege hare oorspronkelijke nationaliteit terugverkreëg, indien zij in België verbleef; de Belgische vrouw, die een vreemdeling huwt, verliest hare nationaliteit niet indien zij deze van haar echtgenoot niet verwerft krachtens de wet die den rechtstoestand van laatstgenoemde regelt. De vermelding dezer speciale omstandigheden, dienstig om aan de ingeschreven persoon het voordeel van het vermoeden van artikel 83 te verzekeren, vindt hare plaats in de laatste kolom, voorbehouden aan de « opmerkingen ».

ART. 71 en 72.

De wet van 30 Juli 1926 heeft de toepassing van de artikelen 71 en 72 van het Kieswetboek geschorst voor de herziening der kiezerslijsten in 1926 en 1927. Deze maatregel was gerechtvaardigd door het feit dat, ten gevolge der buitengewone uitbreiding van het kiezerskorps, de contrôle der vrederechters grootendeels zijn doelmatigheid verloren had, en dat de uitslagen ervan niet meer in verhouding waren tot het zware werk dat hij van deze magistraten vergde, noch tot de uitgaven die er voor de Schatkist uitvoortvloeden. Het tijdelijk afschaffen van de bemiddeling der vrederechters in het onderzoek der kiezerslijsten, heeft tot geen bezwaar aanleiding gegeven, en mag dus bepaald uitgeschakeld worden.

ART. 76.

Het kiesrecht der vrouwen maakt een herziening van artikel 76 noodzakelijk wegens de gevolgen die het huwelijk op haar nationaliteit heeft.

De veronderstelling, krachtens welke iedere persoon, die het voorwerp is van een vraag tot inschrijving op de kiezerslijsten, aangezien wordt als Belg, indien hij in België geboren is uit een

vader, die zelf in België geboren is, mist allen grond, wanneer het eene vrouw geldt, die gehuwd is of was. Inderdaad, zoo een Belgische vrouw, die een Belg huwt, hare nationaliteit niet verliest, dan is dat echter ter oorzaak — niet van de omstandigheden die haar eigen zijn — maar van deze, die haar echtgenoot Belg maken.

De vreemdelinge, die een Belg huwt of wier echtgenoot Belg geworden is door optie, verkrijgt de eigenschap van haar echtgenoot.

De Belgische vrouw die een vreemdeling huwt of wier echtgenoot uit vrijen wil een vreemde nationaliteit verwerft, verliest haar nationaliteit indien de nationaliteit van haar echtgenoot haar door de vreemde wet verworven is, tenzij zij gebruik maakt van het recht haar bij artikel 18 der wet van 15 Mei 1922 gegeven, om te verklaren dat zij hare oorspronkelijke nationaliteit verlangt te behouden.

Het is dus in algemeen regel de nationaliteit van den echtgenoot, die de nationaliteit der vrouw bepaalt. Het is dus logisch en strookend met den geest van de vroegere bepaling van artikel 76, den toestand van den echtgenoot als basis te nemen voor de veronderstelling betreffende het inboorlingschap der getrouwde vrouw, zoolang zij door de banden der huwelijks gebonden is.

Het is bij toepassing van dit principe, dat alinea 2 van de voorgestelde bepaling zegt dat « de gehuwde vrouw wordt begunstigd met het vermoed » dat ten behoeve van haren echtgenoot geldt... » Dus zal een vrouw, van Belgischen oorsprong of vreemdelinge, die een Belg gehuwd heeft, gedurende haar huwelijk evenals haar echtgenoot verondersteld worden Belg te zijn, indien laatstgenoemde in België geboren is uit een vader, die zelf in België het licht zag.

Maar de Belgische vrouw, die een vreemdeling gehuwd heeft, kan, zooals hooger gezegd werd, gedurende haar huwelijk hare nationaliteit behouden of terugverkregen hebben. De veronder-

stelling der nationaliteit ten opzichte eener vrouw, die in dat geval verkeert, moet logischerwijze vastgesteld worden volgens hare eigenschappen, en niet volgens den toestand van haar echtgenoot. Het is om die reden dat de laatste alinea van het voorgestelde artikel 76 bepaalt: « heeft de gehuwde vrouw ... wier echtgenoot geen Belg was, den staat, dien zij als jonge dochter uit oogpunt der nationaliteit bezat, behouden of terugverkregen, dan gaat het voordeel van het vermoeden dat uit onderhavig artikel voortvloeit, op haar persoonlijk over ».

Wanneer het huwelijk ontbonden wordt door het overlijden van den echtgenoot of door de echtscheiding, houdt de nationaliteitstoestand der vrouw niet op beïnvloed te worden door dezen van haar vroegeren echtgenoot. Indien deze Belg was, blijft de vrouw van rechtswege Belg, dat zij van Belgischen of van vreemden oorsprong zij. Het is daarom dat de tweede alinea de weduwe of de gedivorceerde vrouw toelaat met de nationaliteit van haar vroegeren echtgenoot begunstigd te worden, zoowel als zij aan de getrouwde vrouw het genot geeft der veronderstelling, die ten opzichte van haar echtgenoot bestaat.

Indien de vroegere echtgenoot vreemdeling was, heeft de vrouw, Belg van geboorte, ofwel hare oorspronkelijke nationaliteit kunnen bewaren, mits de verklaring te doen voorzien bij artikel 18 der wet van 15 Mei 1922, ofwel van rechtswege hare nationaliteit kunnen terugverkrijgen onder het stelsel van artikel 19 van het Burgerlijk Wetboek, mits de woonplaatsverklaring, voorzien bij artikel 13 der wet van 8 Juni 1909, of de optie-verklaring, toegestaan bij artikel 19 der wet van 15 Mei 1922, te hebben gedaan.

Evenals de vrouw die, niettegenstaande haar huwelijk met een vreemdeling, Belg gebleven is, persoonlijk de bij artikel 76 vastgestelde veronderstelling kan inroepen, zoo ook moet de

vrouw, die een vreemdeling gehuwd heeft, na het ontbinden van haar huwelijk, toegelaten worden deze veronderstelling te doen gelden, indien zij hare oorspronkelijke nationaliteit bewaard had of terugverkregen heeft.

De uitzondering, voorzien voor de weduwe of gedivorceerde vrouw, van vreemden oorsprong, die slechts Belg geworden is door haar huwelijk, strekt er toe om deze vrouw, die misschien geen enkele betrekking meer heeft met het nieuwe, haar door haar huwelijk gegeven vaderland, te verplichten het bewijs te leveren, dat zij Belg gebleven is. Er bestaat geen aanleiding toe te veronderstellen dat een vreemde vrouw, die een Belg gehuwd had, maar die op het oogenblik der huwelijksontbinding niet in België woonde, of niet bij voortduring verbleef, hare nieuwe nationaliteit behouden heeft. De ontbinding van het huwelijk kan tot een verwijderden datum teruggaan, en de vrouw, die in den vreemde verbleef, kan hare oorspronkelijke nationaliteit terugverkregen of een nieuwe verworven hebben.

ART. 80.

Een wet van 3 Augustus 1924 heeft deze bepaling zuinigheidshalve afgeschaft. De bekendmaking van tabellen met het getal der door de Hoven van beroep hervormde beslissingen van schepencolleges had grootendeels haar nut verloren ten gevolge van de afschaffing der bijkomende stemmen, waarvan toekenning tot talrijke betwistingen aanleiding gaf. 't Was in hoofdzaak de wijze, waarop de schepencolleges deze betwistingen beslechtten, die de makers van het Kieswetboek noopten aan de volkscontrole, door het inlasschen in den *Moniteur* van lijsten, met de vermelding van het getal hervormde beslissingen, te onderwerpen.

ART. 84.

Artikel 84 dat het houden van een speciaal register voorschreef voor het overschrijven van sommige titels of

getuigschriften, die het toekennen van bijkomende stemmen rechtvaardigden, heeft geen reden van bestaan meer ten gevolge der afschaffing van het meervoudig stemrecht. Het ontwerp vervangt deze bepaling door een nieuwen tekst, die het houden van een speciaal register, bestemd om de bewijsaanvoering omtrent het bestaan der vereischten tot het algemeen stemrecht van sommige categoriën van vrouwen te vergemakkelijken, voorschrijft en regelt. Deze bepalingen zijn tegenwoordig het voorwerp van het Koninklijk besluit van 25 Juni 1924.

ART. 89bis.

De bepaling waarvan de toevoeging aan artikel 89bis wordt voorgesteld, verandert de draagwijdte niet van dit artikel. Een verklaring, op 21 December 1894 in den Senaat afgelegd door M. de Burlet, Minister van Binnenlandsche Zaken, heeft uitgemaakt dat het verlengen der voorgeschreven tijdsbestekken voor het herzien der kiezerslijsten, niet ten gevolge mocht hebben de inwerkingtreding dezer lijsten te vertragen.

Bijgevoegde bepalingen.

Artikel 230 van het Kieswetboek, artikel 24 der wet van 19 October 1921, op de provincieraadsverkiezingen, en artikel 60 der samengeschatte wetten op de gemeenteraadsverkiezingen.

De wijzigingen dezer twee bepalingen, die de oorzaken van onverkiesbaarheid, respectievelijk voor de Wetgevende Kamers voor de provincie- en de gemeenteraden vaststellen, zijn het gevolg van het invoeren van een nieuw nummer bij artikel 21 van het Wetboek en van de wijzigingen, die daaruit bij het nummeren der paragrafen van dit artikel voortvloeien.

ART. 3 der wet van 15 April 1920.

Het ontwerp stelt voor de volledige eenzelveheid, die vroeger bestond tusschen de bepalingen tot regeling der

onbevoegdheden ter zake parlementsverkiezingen, eenerzijds, en der gemeenteraadsverkiezingen anderzijds, te herstellen. Deze eenzelvigheid had opgehouden te bestaan ten gevolge van het goedstemmen der achtereenvolgende wetten, waarbij de bepalingen van artikel 21 van het Kieswetboek, afzonderlijk voor de parlements- en voor de gemeentekiezers, gewijzigd werden.

De wet van 15 April 1920, betreffende het opmaken van de lijsten der gemeenteraadskiezers, heeft op deze lijsten de artikelen 21 tot 23 van het vroeger Kieswetboek toepasselijk gemaakt, waar zij sommige wijzigingen aan artikel 21 toebrengt. In artikel 21 laschte zij de nieuwe bepalingen in, die de wet van 9 Mei 1919 tijdelijk bij dit artikel gevoegd had, evenals een paragraaf 10*bis*, die naar aanleiding van het gemeentekiesrecht der vrouwen noodzakelijk was geworden; zij laat er daarentegen weg de vermelding der artikelen 387 tot 391 van het Kieswetboek, die er in behouden was door de wet van 26 Maart 1921, waarbij het opmaken van de lijsten der parlementschiezers bepaald geregeld is.

De wetgeving betreffende het parlements kiesrecht verschilt dus op twee punten van deze omtrent de gemeenteraadsverkiezingen. Degenen, die veroordeeld werden wegens overspel of dubbel huwelijk, tot een gevangenisstraf gaande van acht dagen tot minder dan één maand, worden voor de parlementsverkiezingen voor een tijdperk van tien jaar van hun kiesrecht beroofd, maar blijven gemeenteraadskiezers. Indien de uitgesproken straf een maand gevangenis bedraagt, wordt de veroordeelde met een onbevoegdheid van twintig jaar als parlementskiezer en enkel van vijf jaar als gemeenteraadskiezer gestraft.

Anderzijds wordt den geprostitueerden het gemeentekiesrecht doch niet het parlements kiesrecht ontzegd.

Het behoud van het verschil tusschen de twee wetgevingen is natuurlijk onaannemelijk, en de toepassing van

den regel, die voor de gemeenteraadsverkiezingen geldt, op de parlementsverkiezingen zou moeilijk te rechtvaardigen zijn. Deze wijziging aan het systeem, dat in 1894 na ernstige studiën en lange besprekingen tot stand kwam, werd in 1921, tengevolge van een amendement, zonder dat de zaak aan een ernstig onderzoek was onderworpen, aangenomen. Men heeft in hoofdzaak doen gelden dat, indien de echtgenooten zich verzoenden, de fout in den vergetelheid mocht blijven, wat niet het geval zou zijn als de schuldige van zijn kiesrechten beroofd werd. Dit argument verliest van zijn waarde wanneer men beschouwt dat de vervolgingen wegens overspel slechts mogen begonnen worden op aanvraag van den beleedigde echtgenoot, die steeds vrij blijft zijn klacht in te trekken, en het is zonder waarde wat het dubbel huwelijk betreft.

Het wetsontwerp stelt voor, bij artikel 21 de bepaling betreffende de geprostitueerden in het Wetboek op te nemen; het stelt voor het aldus aangevulde artikel 21 van het Kieswetboek, door middel van een bijkomende bepaling zonder beperking op de gemeenteraadsverkiezingen toepasselijk te maken.

ART. 6, alinea 1 der wet van
15 April 1920.

De aan dit artikel gebrachte wijziging is het gevolg van de verandering die het ontwerp aan artikel 61 van het Kieswetboek doet ondergaan.

Artikel 6 verklaart ontoepasselijk op de herziening van de lijsten der gemeenteraadskiezers, sommige bepalingen van het Kieswetboek omdat zij aan de burgers een kieswoonplaats toekennen in eene gemeente waar zij hunne werkelijke verblijfplaats niet hebben op het oogenblik dat de herziening begint. Tusschen deze bepalingen komt artikel 61 voor. Volgens den huidige tekst van dit artikel mogen de onder-officieren, korporals of soldaten slechts op de lijsten ingeschreven worden indien zij recht hebben

op onbeperkt of definitief verlof vóór 1 Mei volgende op de herziening, en in dit geval moeten zij ingeschreven worden in de gemeente waar zij op 't oogenblik hunner inlijving hun laatste verblijf van zes maanden hadden. Deze woonplaats kon zich in een andere gemeente bevinden dan deze waar belanghebbende zijne werkelijke verblijfplaats had op 1 Juli van het jaar der herziening.

Het ontwerp wijzigt artikel 61. De eerste alinea van het nieuw artikel laat de inschrijving van alle militairen zonder onderscheid toe, en het is de tweede alinea die de bepaling bevat betreffende de buitengewone toekenning van een kieswoonplaats aan militairen, die hun verblijfplaats veranderd hebben sinds hunne inlijving.

De eerste alinea van het nieuwe artikel 61 dient dus niet meer bedoeld bij artikel 6; dat lid zal natuurlijk toepasselijk zijn.

Laatste alinea van artikel 173 van het Kieswetboek.

Onder het regiem van het Kieswetboek van 1894, konden de militairen van ondergeschikten rang slechts op de kiezerslijsten ingeschreven worden indien zij bij het van kracht worden dezer lijsten recht hadden op onbeperkt of definitief verlof.

De bepaling die dezen regel formuleert komt voor in artikel 61, dat deel uitmaakt van titel III, hoofdstuk I, betreffende de jaarlijksche herziening der kiezerslijsten.

In het systeem van het ontwerp, en dit om de redenen uiteengezet in de opmerkingen betreffende artikel 61, zullen het niet meer de overheden zijn, belast met het herzien der lijsten, die moeten vaststellen of belanghebbenden recht hebben op onbeperkt of definitief verlof, op het oogenblik van het van kracht worden der lijsten. Deze zending wordt toevertrouwd aan de kiesbureelen.

De bepaling die bewusten regel uit-

drukt dient dus overgebracht naar titel V, hoofdstuk III, dat handelt over de aanstelling der bureelen en over de stemming en daar dient zij gevoegd bij artikel 173, dat de voorwaarden bepaalt waarin de kiezers tot de stemming worden toegelaten.

Artikel 61 wijst sommige tot het leger behorende personen aan, waarop het bij dit artikel gesteld verbod niet toepasselijk is en ontslaat er eveneens al degenen van die van het leger hebben deel uitgemaakt vóór 12 November 1918. Een wet van 10 Augustus 1923 heeft deze vrijstelling uitgebreid tot de « onderofficieren, korporaals, brigadiers, hoornblazers, muzikanten, soldaten en gelijkgestelden, die ten minste drie jaar dienst hebben ».

Het ontwerp behoudt deze bepalingen, maar zonder er de draagwijdte van te beperken verandert het den vorm ervan. Het stelt voor de opsomming, die de makers van het ontwerp dat de wet van 10 Augustus 1923 geworden is, zoo volledig mogelijk gewenscht hebben, te vervangen door de woorden « militairen onder de wapens » en er bij te voegen : « wegens wederdinstneming ».

Een opsomming die uit den aard der zaak beperkend is, kan onvolledig bevonden worden of het later worden.

Ten andere, door speciaal te verklaren dat het slechts gaat over militairen die een wederdinstneming aangegaan hebben, sluit men redelijkheidshalve de mannen uit, die na drie jaren nog onder de wapens zijn, ter oorzaak der tuchtmaatregelen, waarvan zij het voorwerp zijn geweest.

De bepaling die de militairen met minstens drie jaar dienst tot de stemming toelaat, doet de uitzondering vervallen die ten voordeele van hen, die vóór den wapenstilstand van het leger deel uitmaakten, was voorzien.

*De Minister van Binnenlandsche
zaken en Volksgezondheid,*

A. CARNOY.